

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 24 (1987)
Heft: 853

Artikel: Protection de l'air : plus fort, nous sommes sourds
Autor: Miserez, Marc-André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1019508>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Plus fort, nous sommes sourds

■ (mam) Pollution de l'air : le smog dissous, les concentrations toxiques dans l'atmosphère ont baissé ; mais le vent ne suffira pas à chasser la réalité et l'urgence du problème. Alors que les partis politiques (voir ci-dessous) affirment clairement leur ferme volonté d'attendre pour voir, tour à tour les médecins suisses, la ville de Zurich et le canton de Saint Gall entrent dans l'arène, avec des propositions que d'aucuns jugeront "extrémistes". Et si elles étaient simplement réalistes ?

"Pourquoi pas l'état d'urgence ?" titrait le *Nouvelliste* au lendemain du dépôt, en novembre dernier, d'une pétition adressée par 3500 médecins aux autorités fédérales et cantonales qui proposait des mesures hautement impopulaires comme le renchérissement massif du prix de l'essence ou de nouvelles limitations de vitesse.

Bien que nous n'en soyons pas encore là, le corps médical a de sérieuses raisons de s'inquiéter. L'Appel des médecins "pour la santé et les forêts" a édité une brochure, qui en est à sa troisième édition en langue allemande. La seconde édition romande (1), dont la diffusion s'avère plus difficile, vient de paraître. On y

PARTIS POLITIQUES

Une voix bien discrète

■ (jd) Depuis 1970 les dirigeants des partis gouvernementaux et une délégation du Conseil fédéral se rencontrent régulièrement - quatre fois l'an, avant les sessions parlementaires - pour débattre de questions d'actualité mais également de problèmes à plus long terme et pour tenter de trouver un terrain d'entente sur certains sujets concrets.

Cette pratique, imaginée pour restaurer l'influence des partis dans les décisions politiques - une influence sérieusement mise à mal par les organisations économiques - et pour rétablir un consensus minimum entre les grandes formations politiques - depuis le milieu des années 70, le durcissement des positions l'a fortement entamé - a donné quelques résultats importants: activation de la politique économique pour faire face à une nouvelle phase de récession (1982), programme de lutte contre la pollution de l'air (1984), développement des transports publics (1985).

Les informations qui ont filtré à la suite de la dernière réunion du 17 février laissent l'observateur perplexe. Le Conseil fédéral s'est déclaré prêt à tenir au courant les

partis de la préparation des prochaines "Grandes lignes" de la politique gouvernementale pour la législature à venir, mais, en contrepartie, ces derniers se sont engagés à ne pas utiliser ces informations lors de leur campagne électorale. Une manière de mettre entre parenthèses le programme gouvernemental, une affaire trop sérieuse pour qu'on en débatte devant les citoyens, qui devront se contenter des slogans préparés par les publicitaires.

Par ailleurs, gouvernement et dirigeants des partis ont discuté plus de deux heures durant du rapport du Conseil fédéral sur les mesures de lutte contre la pollution de l'air, rapport qui doit être examiné lors de la session parlementaire de printemps. Si les partis gouvernementaux sont unanimes à reconnaître la nécessité de mesures supplémentaires pour parvenir au but fixé par le gouvernement, ils ont convenu d'attendre les débats du Conseil national pour tenter ensuite de fixer une politique commune. Sur un sujet de cette importance, on aurait aimé que les partis gouvernementaux expriment sans délai des propositions substantielles et indiquent les voies concrètes d'un consensus.

trouve un résumé des connaissances médicales, encore fragmentaires, sur la question du lien entre les maladies bronchiques et la pollution de l'air. Dans les régions polluées, les maladies des voies respiratoires sont plus fréquentes. L'inhalation d'air vicié peut provoquer la bronchite chronique dont l'évolution risque d'aboutir à l'emphysème, l'insuffisance cardiaque et à l'anoxie, maladies qui réduisent l'espérance de vie. Les nourrissons et les enfants en bas âge sont les plus vulnérables. La grippe, la toux et le faux croup, maladies jusqu'ici considérées comme typiquement hivernales sévissent aujourd'hui même en été. Le professeur Wanner, de l'Institut d'hygiène et de physiologie du travail de l'EPFZ a observé durant une année 1250 enfants, en analysant l'air qu'ils ont respiré et en enregistrant les maladies contractées. Les résultats seront disponibles en automne, il est peu probable qu'ils démentent les conclusions de recherches plus anciennes ou contemporaines effectuées à l'étranger.

Ces données scientifiques encore fragmentaires justifient-elles la montée aux barricades de certains des 3500 médecins signataires de la pétition ? Ces toubibs "maximalistes" ne seraient-ils qu'une poignée d'écolos purs et durs, isolés au sein de l'austère corporation, comme le suggère Victor Lasserre dans le dernier éditorial *d'Entreprise romande* ? Pas si sûr. Au secrétariat général de la Fédération suisse des médecins (FMH), on s'inquiète également : en janvier de cette année, l'organe exécutif de la FMH a pris un certain nombre de résolutions. Le comité central a décidé de créer un groupe de travail permanent "Protection de l'environnement / santé", qui s'attachera en priorité aux objectifs suivants :

- prise d'influence sur les Facultés afin qu'il soit tenu compte de ces problèmes dans l'enseignement
- mise sur pied d'une documentation centrale destinée à toutes les personnes ou groupes s'intéressant à l'interaction environnement/santé
- séminaires de formation continue et de perfectionnement à l'intention des médecins sur la protection de l'environnement en vue du maintien et de l'amélioration de la santé.

Juste bonne pour enseigner le français

La FMH, en édictant ces résolutions, ne fait somme toute que son travail, qui est de veiller à la santé de la population. Les médecins sont aux premières loges pour juger des dégâts occasionnés par les toxiques que l'industrie, les chauffages et l'automobile dispensent généreusement dans l'atmosphère. Ils sont également les spectateurs privilégiés du carnage dont nos routes sont le théâtre quotidien : 57 morts et 804 blessés en 1986 sur le seul réseau routier du canton de Genève.

Zurich et Saint-Gall bougent

Autres temps forts de l'actualité récente en matière de protection de l'environnement : la municipalité de Zurich vient d'adresser une lettre à la commission du National pour la santé publique et l'environnement, demandant que soit étudiée la possibilité d'introduire un rationnement de l'essence et un système d'éco-bonus, sur le modèle des propositions de l'AST (voir DP 837).

L'idée est incontestablement dans l'air, puisque le Grand Conseil du canton de Saint-Gall, réuni en séance extraordinaire pour débattre des problèmes atmosphériques, vient lui aussi de se décider à lancer devant les Chambres deux initiatives cantonales. Elles proposent notamment l'introduction de douze dimanches sans voitures, de nouvelles limitations de vitesse et une taxation des véhicules qui tienne compte des kilomètres parcourus.

Cette pression suffira-t-elle à secouer un peu l'atténisme des grands partis ?

(1) L'air c'est la vie, édité par l'Appel des 3500 médecins, case postale 4123 Allschwil

■ (ag) Mme Paschoud n'enseignera plus l'histoire au gymnase, mais la littérature française. Curieuse conception du Conseil d'Etat, qui imagine que la littérature est gratuite, inoffensive, non liée à l'événement et aux idéologies. Or Céline, Drieu la Rochelle, Brasillach font partie de la littérature française. De Bernanos à Voltaire en passant par Balzac, l'antisémitisme a laissé ses traces dans les textes. Desnos est mort quand on le libérait d'un camp de concentration. D'autres, comme Aragon, ont pleuré à la mort de Staline. Sartre face à Roussel jugeait inopportun

de parler du goulag. Pas plus que l'histoire la littérature n'est pure.

L'enseignement du français au gymnase a une tradition forte dans le canton de Vaud : disons celle de Gilliard ou d'André Guex. Comment peut-on sanctionner un maître en le condamnant à n'enseigner que le français ? Si M.Cevey avait démerité, on pourrait, par exemple, proposer qu'il ne s'occupe plus de l'Instruction publique, mais seulement des cultes. Et M. Leuba, plus des affaires militaires, mais seulement de la justice.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Plus bête que méchante

En ce qui me concerne, je suis content de la décision du Conseil d'Etat dans le cas de "l'Affaire Paschoud", que je crois la meilleure possible dans une situation délicate. Et puis je dois confesser un certain faible pour Madame Paschoud, qui me paraît avoir le mérite d'une attitude qui n'a rien de sournois ! Je m'explique ...

Mais à ce propos, tout d'abord une anecdote :

C'était dans les années de guerre - certains avocats vaudois avaient tenté d'interdire l'accès du barreau aux Juifs ... Et comme cela n'était pas légalement possible, ils avaient proposé à leurs collègues de s'engager à ne pas prendre dans leurs études respectives de stagiaires juifs ! Ce qui revenait à leur interdire *de fait* le barreau, puisque le stage est une condition *sine qua non* pour exercer la profession ! Fort bien. Proposition repoussée à une très large majorité, ce qui est tout à l'honneur des avocats vaudois. Cependant !

Cependant, à cette époque, je jouais aux échecs avec un avocat, qui habitait dans mon quartier - Vennes - et avec qui je me rendais parfois au travail, par le Calvaire, la Buanderie, etc. Je l'interrogeais sur cette affaire, qui me paraissait à peine croyable. Il me répondit en substance que c'était parfaitement exact - ajoutant ce commentaire : "Cet imbécile de X ! (il s'agissait de l'un des initiateurs) C'est bien une idée à lui ! Prendre une telle décision aujourd'hui, alors que les Juifs sont partout massacrés, ça n'aurait pas bonne façon ! Et d'ailleurs (riant), *nous le faisions déjà sans le dire* ! Tandis qu'avec cette manie que X. a de vouloir mettre les points sur les i, voyez dans quelle situation il nous a mis : si demain,

un étudiant juif se présente et me demande de faire son stage dans mon étude, je serais contraint de l'accepter !"

C'est ce que j'appelle une position *sournoise*. J'en avais conclu - et je conclus encore aujourd'hui - qu'à tout prendre je préférerais l'attitude de X. et de ses amis, et leur racisme fanatique.

Il en va de même dans le cas de Madame Paschoud. Je soupçonne fort que quelques-uns partagent sa manière de voir, sans franchir peut-être le dernier pas. Certains d'ailleurs le disent en leur privé : non pas qu'il n'y a pas eu de chambres à gaz, mais qu'on a beaucoup exagéré, etc ! Et que d'ailleurs il y avait quelques raisons à la persécution, etc ! Moins prudente, et ne sachant pas "jusqu'où on peut aller trop loin", selon la formule consacrée, Mme Paschoud a franchi un pas de plus, les contraignant si je puis dire à se *dédouaner*, à se récrier, à dire bien haut que ... - et c'est me semble-t-il un appréciable avantage. On peut être d'un autre avis. Mon ami Claude me dit que plus que de l'hypocrisie, il a horreur du cynisme. Et il est bien vrai que l'hypocrisie est, dit-on, un hommage que le vice rend à la vertu ... Pour ma part, j'hésite.

Mais pour donner une idée des arguments employés par les révisionnistes, Robert Faurisson (*Mémoire en défense*, p. 25), écrit ceci, en réponse à "l'exterminationiste" Wellers : "J'en viens maintenant au mot de *Vernichtung*". M. G. Wellers le traduit par "extermination". Pour ma part, je dis qu'une lecture tant soit peu attentive du texte et du contexte impose le sens d'"anéantissement". Soit. Lisons donc attentivement, et concluons qu'Auschwitz n'était pas un camp d'extermination, mais d'anéantissement !